

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1367

[C - 27323]

## 14 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux missions régionales pour l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, a) et b);

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94 et 96, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7, e);

Vu l'avis de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 10 février 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 26 janvier 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998 d'une part, de définir le statut des stagiaires concernés par les projets développés par les Missions régionales pour l'emploi et les avantages auxquels ils ont droit et d'autre part, de préciser les objectifs, le champ d'action et les tâches propres aux Missions régionales pour l'emploi ainsi que les moyens mis à leur disposition;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle à l'article 6, § 2, 8<sup>o</sup>, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci. La disposition relative à cette matière est applicable sur le territoire de la région de langue française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "le Ministre" : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

2<sup>o</sup> "l'Administration" : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> "le FOREm" : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

4<sup>o</sup> "le CESRW" : le Conseil économique et social de la Région wallonne;

5<sup>o</sup> "le CSEF" : le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation;

6<sup>o</sup> "la Mission régionale pour l'emploi" : la personne morale qui a obtenu l'agrément du Ministre en cette qualité;

7<sup>o</sup> "le public-cible" : les demandeurs d'emploi qui ne sont pas détenteurs d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et qui sont minimexés, chômeurs de longue durée ou qui présentent une caractéristique rendant leur insertion professionnelle difficile, mais sont disposés à s'engager dans un processus adapté de qualification professionnelle. Le Ministre peut toutefois autoriser une Mission régionale à mener une action au bénéfice d'un public dont le handicap n'est pas la faible qualification.

**Art. 3.** Les Missions régionales pour l'emploi ont pour fonction d'organiser, coordonner et mener à bonne fin des actions d'accompagnement social et des séquences de formation en centres de formation, établissements d'enseignement et entreprises, destinées à l'insertion socio-professionnelle du public-cible.

A cette fin, les Missions régionales pour l'emploi :

1<sup>o</sup> établissent des relations suivies avec les instances communales, sectorielles, professionnelles et autres qui, au plan sous-régional, sont à même d'intervenir dans l'identification, l'accueil, l'orientation ou la formation du public-cible et/ou sont en mesure de favoriser l'embauche de celui-ci;

2<sup>o</sup> participent à la mise en place d'un dispositif d'appui aux opérateurs de terrain spécialisés dans le travail de proximité avec les publics en difficulté, destiné à créer une articulation permanente avec les différents opérateurs et à assurer une cohérence entre eux;

3<sup>o</sup> organisent un plan d'action après avoir repéré systématiquement les emplois accessibles au public-cible, moyennant formation, et disponibles dans les entreprises sous-régionales;

4<sup>o</sup> établissent des conventions avec des employeurs dans lesquelles ceux-ci acceptent de collaborer activement à des projets de mise à l'emploi de personnes appartenant au public-cible, projets s'appuyant sur la pédagogie de l'alternance;

5<sup>o</sup> recherchent les financements indispensables pour mener à bien chaque projet de mise à l'emploi s'appuyant sur la pédagogie de l'alternance;

6<sup>o</sup> recherchent des opérateurs de formation dont la compétence a été vérifiée et dont l'offre de services présente toutes garanties d'adaptation au public et aux objectifs. Ces opérateurs doivent avoir adhéré à la Charte du parcours d'insertion.

Les Missions régionales leur confient les formations selon la programmation qu'elles ont approuvées;

7<sup>o</sup> informent le FOREm, la Commission sous-régionale de coordination des opérateurs du parcours d'insertion, le carrefour-formation et les opérateurs sociaux du démarrage de chaque projet de mise à l'emploi s'appuyant sur la pédagogie de l'alternance et les invitent à en informer le public-cible;

8° organisent, en collaboration avec le FOREm, l'information et la sélection du public-cible;

9° assurent aux candidats un encadrement pédagogique et un accompagnement social propres à améliorer leurs possibilités d'insertion socio-professionnelle;

10° assurent le suivi des stagiaires à l'issue de la formation, évaluent la pertinence de leur action et en informent leurs partenaires;

11° peuvent, après avoir obtenu l'accord du Ministre, mener des expériences relatives à la mise en œuvre de nouveaux dispositifs favorisant la mise à l'emploi du public-cible.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Un Comité d'accompagnement est chargé :

1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes d'agrément et sur les retraits d'agrément;

2° de suivre l'évolution des Missions régionales pour l'emploi et de faire rapport au Ministre;

3° d'évaluer régulièrement les actions, d'examiner les bilans annuels, de formuler des propositions budgétaires et d'évaluer les plans d'actions;

4° de proposer au Ministre des modèles de convention;

5° de réunir, au minimum deux fois par an, les directeurs des Missions régionales en vue notamment de promouvoir une démarche commune, d'échanger les pratiques et les expériences et de susciter des synergies;

6° de remettre au Ministre tout avis relatif aux orientations et au fonctionnement général des Missions régionales pour l'emploi.

§ 2. Ce Comité d'accompagnement est composé :

1° de deux délégués du Ministre, dont l'un assure la présidence du Comité;

2° d'un délégué du Ministre de la Formation;

3° de deux délégués de l'Administration, chargés d'assurer le secrétariat du Comité;

4° d'un délégué du CESRW;

5° d'un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs et des employeurs siégeant au CESRW;

6° de deux délégués du FOREm;

7° d'un représentant du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

8° d'un représentant de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé;

9° d'un représentant de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

10° d'un représentant de l'Administration ayant en charge la gestion du Fonds social européen;

11° de deux représentants des Missions régionales pour l'emploi dont la présence est limitée aux débats à caractère général.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Sur base du nombre d'agents contractuels subventionnés attribués globalement par le Gouvernement aux Missions régionales pour l'emploi, et sur proposition du Comité d'accompagnement visé à l'article 4, le Ministre décide annuellement de la répartition de ces agents par Mission régionale.

§ 2. Dans les mêmes limites et conditions visées au § 1<sup>er</sup>, le Ministre peut accorder aux Missions régionales pour l'emploi agréées une subvention annuelle destinée à couvrir partiellement leurs frais administratifs se rapportant à l'exercice des fonctions visées à l'article 3. Sur proposition du Comité d'accompagnement visé à l'article 4 et par exercice budgétaire, le Ministre peut adapter ce montant en fonction de l'ampleur des activités déployées.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Sur avis du CSEF et du Comité d'accompagnement, le Ministre peut accorder l'agrément à une Mission régionale pour l'emploi par ressort territorial d'un CSEF.

Toutefois, il peut accorder l'agrément à une autre Mission régionale dans le ressort territorial d'un CSEF. Dans ce cas, la demande d'agrément fait l'objet d'un avis spécifique du CSEF relatif à l'utilité et à la pertinence de la création de cette autre Mission régionale pour l'emploi sur son ressort territorial.

§ 2. L'agrément du Ministre peut être accordé aux Missions régionales pour l'emploi qui remplissent les conditions suivantes :

1° adopter le statut d'association sans but lucratif (en abrégé Asbl) au sens de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° couvrir un champ territorial déterminé à l'intérieur du ressort d'un CSEF;

3° compter parmi leurs membres le CSEF, le FOREm et l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées du champ d'action de chaque Mission régionale pour l'emploi; des pouvoirs publics, dont notamment des centres publics d'aide sociale, peuvent également en être membres;

4° compter parmi leurs membres les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs représentées au sein du CSEF du champ d'action de chaque Mission régionale pour l'emploi, ainsi qu'éventuellement d'autres organismes, entreprises ou personnes du secteur privé;

5° s'engager à faire preuve d'une activité durable et à présenter avant chaque année civile un plan d'actions, selon le modèle approuvé par le Ministre sur proposition du Comité d'accompagnement; ce plan doit préciser les projets en cours, les projets programmés pour l'année à venir, la nature et le nombre des conventions d'emplois conclues, les partenariats envisagés, le calendrier de réalisation et la ventilation des moyens financiers prévus; un exemplaire de ce plan est transmis au CSEF;

6° s'engager à présenter au Comité d'accompagnement un rapport d'activités annuel, à présenter un rapport financier semestriel et à tenir à sa disposition le bilan et les comptes de résultats annuels de l'Asbl; le rapport d'activités est établi selon le modèle approuvé par le Ministre sur proposition du Comité d'accompagnement; ce rapport précise les tâches accomplies par le personnel, ainsi que les projets réalisés et les résultats en termes d'embauches; un exemplaire de ce rapport est transmis au CSEF;

7° s'engager à effectuer un suivi de la situation professionnelle des personnes qui ont bénéficié des services de la Mission régionale;

8° s'engager à signer avec le FOREm une convention prévoyant les termes de la collaboration de cet Office avec les Missions régionales pour l'emploi et leurs obligations réciproques. Cette convention doit à tout le moins officialiser la concertation en matière d'organisation de l'information relative aux projets, de recrutement et de sélection des stagiaires, de programmes de formation et d'insertion, de suivi des stagiaires à l'issue de la formation, de relations avec les entreprises, de définition des orientations générales, d'accompagnement des projets et de statut social et financier des stagiaires.

A cet égard, le FOREm assure aux stagiaires les avantages visés à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle pendant la formation théorique et le premier mois du stage en entreprise et à titre supplétif pendant une période ne dépassant pas les trois mois suivants;

9° s'engager à conclure avec les employeurs une convention prévoyant les obligations des deux parties, convention dont le modèle est approuvé par le Ministre sur proposition du Comité d'accompagnement visé à l'article 4.

**Art. 7.** Sur avis du Comité d'accompagnement, le Ministre suspend, retire ou limite dans le temps l'agrément lorsqu'il constate que la Mission régionale pour l'emploi ne respecte pas les conditions visées aux articles 3 et 6, § 2.

Le retrait de l'agrément entraîne le remboursement de la subvention visée à l'article 5.

**Art. 8.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, e), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés est remplacé par le texte suivant : "en Mission régionale pour l'emploi, agréée par le Ministre en cette qualité, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998; ».

**Art. 9.** L'article 22, 4°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 1997, est abrogé.

**Art. 10.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994 relatif aux Missions régionales pour l'emploi est abrogé.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1367

[C - 27323]

#### 14. MAI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Regionalen Beschäftigungsdienste

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7, §1, Absatz 3, a) und b);

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, insbesondere der Artikel 94 und 96, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern, insbesondere des Artikels 2, Absatz 1, 7, e);

Aufgrund des Gutachtens des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung) vom 10. Februar 1998;

Aufgrund des Gutachtens "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) vom 26. Januar 1998;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 5. Dezember 1997;

Aufgrund des Einverständnisses des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß ab dem 1. Januar 1998 einerseits das Statut der Praktikanten, die durch Projekte der Regionalen Beschäftigungsdienste betroffen sind und die Vorteile, auf die sie Anspruch haben, zu definieren sind und andererseits die Zielsetzungen, der Anwendungsbereich und die Aufgaben der Regionalen Beschäftigungsdienste sowie die für sie verfügbaren Haushaltsmittel festzulegen sind;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlaß regelt durch seinen Artikel 6, § 2, 8° in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine Materie, die in Artikel 127, § 1 der Verfassung angeführt wird. Die Bestimmung über diese Materie ist auf das französische Sprachgebiet anwendbar.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "der Minister": der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

2° "die Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "das FOREm": "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (das gemeinschaftliche und regionale Amt für die Berufsausbildung und die Arbeitsbeschaffung);

4° "der CESRW": "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

5° "der CSEF": "Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation" (der Subregionale Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung);

6° "der Regionale Beschäftigungsdienst" ("Mission régionale pour l'Emploi"): die juristische Person, die in dieser Eigenschaft die Zulassung des Ministers erhalten hat;

7° "die Zielgruppe": die Arbeitssuchenden, die einerseits kein Abschlußdiplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts besitzen und entweder das Existenzminimum beziehen, oder Langzeitarbeitslose sind, oder eine Charakteristik aufweisen, die ihre berufliche Eingliederung erschwert, die jedoch andererseits bereit sind, sich an einem angepaßten beruflichen Qualifizierungsprozeß zu beteiligen. Der Minister ist berechtigt, einem Beschäftigungsdienst zu gestatten, eine Aktion zugunsten einer Zielgruppe durchzuführen, deren Benachteiligung nicht in der geringen Qualifikation liegt.

**Art. 3** - Die Aufgabe der Regionalen Beschäftigungsdienste besteht in der Organisation, der Koordination und der erfolgreichen Durchführung von sozialen Begleitmaßnahmen und Ausbildungslehrgängen in Weiterbildungszentren, Lehranstalten und Unternehmen zur sozialberuflichen Eingliederung der Zielgruppe.

Zu diesem Zweck treffen die Regionalen Beschäftigungsdienste folgende Maßnahmen:

1° Aufbau von regelmäßigen Beziehungen mit den Entscheidungsträgern der Gemeinden, der Berufssparten, der Unternehmen, usw. die auf subregionaler Ebene in der Lage sind, bei der Identifizierung, dem Empfang, der Orientierung und der Ausbildung der Zielgruppe eine Rolle zu spielen und/oder die Einstellung von Personen der Zielgruppe zu fördern;

2° Teilnahme an der Einrichtung eines Systems zur Unterstützung der vor Ort agierenden Operatoren, die auf die praxisnahe Arbeit mit jenen Zielgruppen, die mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, spezialisiert sind. Dieses System dient dazu, eine ständige Verbindung mit diesen Operatoren zu schaffen, damit eine interne Kohärenz gewährleistet ist;

3° Ausarbeitung eines Aktionsplans im Anschluß an die systematische Ermittlung von Arbeitsplätzen, die der Zielgruppe mittels einer Ausbildung zugänglich sind und in den subregionalen Unternehmen zu besetzen sind;

4° Abschluß von Abkommen mit Arbeitgebern, die sich auf diese Weise bereit erklären, sich aktiv an Projekten zur Wiederbeschäftigung von Personen der Zielgruppe zu beteiligen. Diese Projekte beruhen auf dem pädagogischen Konzept der alternierenden Ausbildung;

5° Suche nach Finanzierungsmöglichkeiten, die unerläßlich sind, um ein jedes Projekt zur Wiederbeschäftigung, das auf dem pädagogischen Konzept der alternierenden Ausbildung beruht, erfolgreich abschließen zu können;

6° Suche nach Ausbildern, deren Fachkenntnis überprüft wurde und deren Ausbildungsangebot die Anpassung an die Zielgruppe und die Zielsetzungen unter allen Gesichtspunkten gewährleistet. Diese Ausbilder müssen die "Charte du parcours d'insertion" unterzeichnet haben.

Die Regionalen Beschäftigungsdienste beauftragen sie mit den Ausbildungen auf der Grundlage von Lehrplänen, die sie genehmigt haben;

7° die Mitteilung an das FOREm, die "Commission sous-régionale de coordination des opérateurs du parcours d'insertion" (Subregionaler Koordinierungskommission der Ausbilder des Eingliederungswegs), den "carrefour-formation" (Treffpunkt Ausbildung) und die Sozialvertreter der Einleitung eines jeden Projekts zur Wiederbeschäftigung, das auf dem pädagogischen Konzept der alternierenden Ausbildung beruht, sowie die Aufforderung an diese Einrichtungen, die Zielgruppe von diesen Projekten zu informieren;

8° Organisation der Information und Auswahl der Zielgruppe in Zusammenarbeit mit dem FOREm;

9° Gewährleistung einer pädagogischen Betreuung und Einführung von sozialen Begleitmaßnahmen zur Verbesserung der Chancen einer sozialberuflichen Eingliederung;

10° Gewährleistung der Betreuung der Praktikanten nach Abschluß der Ausbildung, Bewertung der Zweckdienlichkeit ihrer Aktion und Übermittlung der Informationen an die Partneereinrichtungen;

11° Möglichkeit, in Übereinstimmung mit dem Minister Versuchsmaßnahmen zur Einführung neuer Vorgänge zur Förderung der Wiederbeschäftigung der Zielgruppe durchzuführen.

**Art. 4** - § 1. Ein Begleitausschuß führt folgende Aufgaben durch:

1° Übermittlung eines Gutachtens über die Zulassungsanträge und über den Entzug der Zulassung an den Minister;

2° Überwachung der Entwicklung der Regionalen Beschäftigungsdienste und Übermittlung eines Berichts an den Minister;

3° Bewertung der Aktionen, Überprüfung der Jahresabschlußrechnungen, Formulierung von Haushaltsentwürfen und Bewertung der Aktionsprogramme;

4° Unterbreiten von Modellabkommen für den Minister;

5° Durchführung mindestens zweimal jährlich einer Versammlung der Direktoren der Beschäftigungsdienste, u.a. mit dem Ziel, eine gemeinsame Vorgehensweise zu fördern, Arbeitsweisen und Erfahrungen auszutauschen und Synergien hervorzurufen;

6° Übermittlung an den Minister jeglicher Gutachten über die Orientierung und die allgemeine Arbeitsweise der Regionalen Beschäftigungsdienste.

§ 2. Dieser Begleitausschuß setzt sich wie folgt zusammen:

1° zwei Vertreter des Ministers, von denen einem der Vorsitz des Ausschusses obliegt;

2° ein Vertreter des Ministers der Ausbildung;

3° zwei Vertreter der Verwaltung, die für die Sekretariatsführung des Ausschusses verantwortlich zeichnen;

4° ein Vertreter des CESRW;

5° ein Vertreter jeder der repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen, die im CESRW vertreten sind;

6° zwei Vertreter des FOREm;

7° ein Vertreter des Obersten Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

8° ein Vertreter der Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und der Gesundheit;

9° ein Vertreter der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung von Personen mit Behinderung);

10° ein Vertreter der mit der Verwaltung des Europäischen Sozialfonds beauftragten Dienststelle;

11° zwei Vertreter der Regionalen Beschäftigungsdienste, deren Anwesenheit jedoch auf die Diskussionen allgemeiner Art beschränkt ist.

**Art. 5 - § 1.** Auf der Grundlage der Anzahl bezuschufter Vertragspersonalmitglieder, die von der Regierung global den Regionalen Beschäftigungsdiensten zur Verfügung gestellt werden und auf Vorschlag des in Artikel 4 angeführten Begleitausschusses beschließt der Minister jährlich über die Verteilung dieser Personalmitglieder auf die Beschäftigungsdienste.

§ 2. In dem in § 1 genannten Rahmen und zu den gleichen Bedingungen ist der Minister befugt, den anerkannten Regionalen Beschäftigungsdiensten jährlich eine Subvention zu gewähren, um ihnen zu ermöglichen, die bei der Ausübung der in Artikel 3 angeführten Aktivitäten anfallenden Verwaltungskosten teilweise zu decken. Auf Vorschlag des in Artikel 4 angeführten Begleitausschusses ist der Minister für jedes Haushaltsjahr befugt, diesen Betrag unter Berücksichtigung des Volumens der durchgeführten Aktivitäten anzupassen.

**Art. 6 - § 1.** Auf der Grundlage des Gutachtens des CSEF und des Begleitausschusses ist der Minister befugt, eine Zulassung für einen Regionalen Beschäftigungsdienst pro Zuständigkeitsbereich eines CSEF zu erteilen.

Er kann jedoch ebenfalls einem anderen Regionalen Beschäftigungsdienst eine Zulassung in dem Zuständigkeitsbereich eines CSEF erteilen. In diesem Fall ist der Zulassungsantrag Gegenstand eines spezifischen Gutachtens des CSEF bezüglich der Nützlichkeit und der Zweckdienlichkeit der Schaffung eines weiteren Regionalen Beschäftigungsdienstes in seinem Zuständigkeitsbereich.

§ 2. Die Zulassung des Ministers kann den Regionalen Beschäftigungsdiensten gewährt werden, die folgende Bedingungen erfüllen:

1° das Statut einer Vereinigung ohne Erwerbszweck (kurz VoE) im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 annehmen, das den Vereinigungen ohne Erwerbszweck und den gemeinnützigen Einrichtungen die juristische Persönlichkeit verleiht;

2° einen bestimmten geographischen Aktionsbereich innerhalb des Zuständigkeitsbereichs eines CSEF abdecken;

3° unter ihren Mitgliedern das CSEF, das FOREm und die "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" des Aktionsbereichs jedes Regionalen Beschäftigungsdienstes zählen; öffentliche Behörden, u.a. die Öffentlichen Sozialhilfezentren, können ebenfalls Mitglied sein;

4° unter ihren Mitgliedern die repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen des CSEF des Aktionsbereichs jedes Regionalen Beschäftigungsdienstes zählen, sowie gegebenenfalls andere Organisationen, Unternehmen oder Personen des privaten Bereichs;

5° sich verpflichten, eine dauerhafte Aktivität zu gewährleisten und für jedes Kalenderjahr ein Aktionsprogramm vorzulegen, gemäß dem durch den Minister auf Vorschlag des Begleitausschusses genehmigten Muster; dieser Plan hat die laufenden Projekte, die für das kommende Jahr eingeplanten Projekte, die Art und die Anzahl der abgeschlossenen Beschäftigungsabkommen, die geplanten Partnerschaften, den Zeitplan und die Aufschlüsselung der vorgesehenen Finanzmittel zu erläutern; ein Exemplar dieses Plans wird dem CSEF übermittelt;

6° sich verpflichten, dem Begleitausschuß einen jährlichen Tätigkeitsbericht und einen halbjährlichen Finanzbericht vorzulegen und die Bilanz und die Jahresabschlußkonten der VoE zur Verfügung zu halten; der Tätigkeitsbericht hat dem durch den Minister auf Vorschlag des Begleitausschusses genehmigten Muster zu entsprechen; dieser Bericht erläutert die durch das Personal ausgeführten Aufgaben sowie die erfolgreich abgeschlossenen Projekte und die Anzahl der eingestellten Personen; ein Exemplar dieses Berichts wird dem CSEF übermittelt;

7° sich verpflichten, eine weiterführende Betreuung auf beruflicher Ebene der Personen, die in den Genuß der Dienstleistungen des Regionalen Beschäftigungsdienstes gelangt sind, zu gewährleisten;

8° sich verpflichten, mit dem FOREm ein Abkommen abzuschließen, in dem die Durchführungsbestimmungen der Zusammenarbeit dieses Amtes mit den Regionalen Beschäftigungsdiensten sowie deren jeweilige Pflichten festgelegt werden.

Dieses Abkommen hat zumindest die organisatorische Konzertierung auf folgenden Gebieten offiziell festzulegen: Information über die Projekte, Anwerbung und Auswahl der Praktikanten, Ausbildungs- und Eingliederungsprogramme, Betreuung der Praktikanten nach Abschluß der Ausbildung, Beziehungen zu den Unternehmen, Definieren der allgemeinen Zielgebung, Begleitmaßnahmen der Projekte und Sozial- und Gehaltsstatut der Praktikanten.

Diesbezüglich garantiert das FOREm den Praktikanten die in Artikel 5 des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 12. Mai 1987 über die Berufsbildung festgelegten Vorteile während der theoretischen Ausbildung und des ersten Monats des Praktikums im Unternehmen und zusätzlich während eines Zeitraums, der auf die folgenden drei Monate begrenzt ist;

9° sich verpflichten, mit den Arbeitgebern ein Abkommen abzuschließen, in dem die jeweiligen Pflichten festgelegt werden. Dieses Abkommen hat dem durch den Minister auf Vorschlag des in Artikel 4 angeführten Begleitausschusses genehmigten Muster zu entsprechen.

**Art. 7 -** Im Anschluß an ein Gutachten des Begleitausschusses veranlaßt der Minister die Aufhebung, den Entzug oder die zeitliche Einschränkung der Zulassung, wenn er feststellt, daß der Regionale Beschäftigungsdienst die in den Artikeln 3 und 6, § 2 festgelegten Bedingungen nicht beachtet.

Bei Entzug der Zulassung ist die in Artikel 5 angeführte Subvention rückzuerstatten.

**Art. 8 -** Artikel 2, Absatz 1, 7, e) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschuften Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "als regionale Beschäftigungsdienste gegründet wurden, die in dieser Eigenschaft durch den Minister gemäß dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 1998 zugelassen wurden".

**Art. 9 -** Artikel 22, 4° desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 27. November 1997, wird aufgehoben.

**Art. 10 -** Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 31. März 1994 über die Regionalen Beschäftigungsdienste wird aufgehoben.

**Art. 11** - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1998 in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Mai 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1367

[C - 27323]

**14 MEI 1998. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling**

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, a) en b);

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 94 en 96, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, inzonderheid op artikel 2, eerste lid, 7°, e);

Gelet op het advies van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 10 februari 1998;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 26 januari 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende enerzijds dat het statuut van de stagiairs die betrokken zijn bij de door de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling ontwikkelde projecten op 1 januari 1998 vastgelegd moet worden, evenals de voordelen waarop ze recht hebben, en anderzijds dat de doelstellingen, de werkingssfeer, de taken van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en de middelen die hen ter beschikking worden gesteld, nader bepaald moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt in artikel 6, § 2, 8°, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet. De bepaling betreffende deze materie is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van Tewerkstelling;

2° "Bestuur" : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "FOREm" : de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"

4° "CESRW" : de "Conseil économique et social de la Région Wallonne";

5° "CSEF" : het Subregionaal Comité voor arbeidsbemiddeling en vorming;

6° "gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling" : de rechtspersoon die in deze hoedanigheid door de Minister erkend is;

7° "doelgroep" : werkzoekenden die niet in het bezit zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs en bestaansminimumtrekkers of langdurige werklozen die moeilijk in te schakelen zijn in het arbeidsproces, maar die bereid zijn een aangepaste beroepsbekwaamheidsprocedure te volgen. De Minister kan evenwel een gewestelijke zending machtigen om een actie te voeren ten gunste van een groep waarvan de handicap niet de lage kwalificatie is.

**Art. 3.** De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling beogen de organisatie, de coördinatie en de goede uitvoering van begeleidingsacties en opleidingsprogramma's in opleidingscentra, onderwijsinrichtingen en ondernemingen, die gericht zijn op de sociale integratie van de doelgroep en op zijn inschakeling in het arbeidsproces.

Daartoe moeten de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling :

1° contacten leggen met de gemeentelijke overheid, de sectorale instanties en de vakorganisaties en met andere instanties die op subregionaal gebied kunnen meewerken aan de identificatie, het onthaal, de oriëntatie of de vorming van de doelgroep en/of zijn aanwerving kunnen bevorderen;

2° een systeem helpen uitbouwen om steun te verlenen aan de operateurs gespecialiseerd in buurtwerk ten gunste van doelgroepen die in moeilijkheden verkeren, en om een permanente samenwerking met de verschillende operateurs en een samenhang te waarborgen;

3° een actieprogramma uitwerken na een systematische opsporing van de banen die, na een opleiding, toegankelijk zijn voor de doelgroep, en die in de subregionale ondernemingen open staan;

4° met de werkgevers overeenkomsten sluiten waarbij deze aanvaardden actief mee te werken aan tewerkstellingsprojecten die bestemd zijn voor personen uit de doelgroep en die gericht zijn op de afwisselingspedagogie;

5° de nodige middelen zoeken om elk tewerkstellingsproject i.v.m. bovenbedoelde pedagogie tot een goed einde te brengen;

6° opleidingsoperateurs zoeken van wie de bekwaamheid bevestigd is en die kunnen verzekeren dat hun dienstenaanbod aan de eisen van de doelgroep beantwoordt en met de doelstellingen strookt. Deze operateurs moeten instemmen met de "Charte du parcours d'insertion" (Handvest van het inschakelingsproces).

De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertrouwen hen de opleidingen toe die ze op grond van de programmering hebben goedgekeurd;

7° de FOREm, de subregionale coördinatiecommissie voor de operateurs van het inschakelingsproces, het opleidingscentrum en de sociale operateurs kennis geven van het opstarten van elk tewerkstellingsproces dat uitgaat van de afwisselingspedagogie, en hen vragen de doelgroep daarvan op de hoogte te brengen;

8° de voorlichting en de selectie van de doelgroep organiseren in samenwerking met de FOREm;

9° de kandidaten de nodige pedagogische bijstand en sociale begeleiding verlenen om hun sociale integratie en hun inschakeling in het arbeidsproces te vergemakkelijken;

10° de stagiairs na hun vorming opvolgen, de gegrondheid van hun actie evalueren en hun partners hiervan op de hoogte brengen.

De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling mogen, met de instemming van de Minister, experimenten verrichten i.v.m. de toepassing van nieuwe mechanismen die de tewerkstelling van de doelgroep bevorderen.

**Art. 4. § 1.** Het begeleidingscomité heeft de volgende opdrachten :

1° de Minister advies geven over de aangevraagde en ingetrokken erkenningen;

2° de evolutie van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling volgen en daarover verslag uitbrengen aan de Minister;

3° de acties regelmatig evalueren, de jaarbalansen onderzoeken, begrotingsvoorstellen formuleren en de actieprogramma's evalueren;

4° overeenkomstmodellen aan de Minister voorleggen;

5° de directeurs van de gewestelijke zendingen ten minste twee keer per jaar bijeenbrengen om o.a. een gezamenlijke actie te bevorderen, praktijken en ervaringen uit te wisselen en samenwerkingsverbanden te doen ontstaan;

6° de Minister advies geven over de oriëntaties en de algemene werkwijze van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling.

§ 2. Het begeleidingscomité bestaat uit :

1° twee afgevaardigden van de Minister, van wie één het voorzitterschap van het comité waarneemt;

2° een afgevaardigde van de Minister van Vorming;

3° twee afgevaardigden van het Bestuur die het secretariaat van het comité waarnemen;

4° een afgevaardigde van de "CESRW";

5° een vertegenwoordiger van elke representatieve werknemers- en werkgeversorganisatie binnen de "CESRW";

6° twee afgevaardigden van de FOREm;

7° een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest;

8° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid;

9° een vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

10° een vertegenwoordiger van het bestuur dat belast is met het beheer van het Europees Sociaal Fonds;

11° twee vertegenwoordigers van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, die enkel de debatten van algemene aard bijwonen.

**Art. 5. § 1.** Op voorstel van het in artikel 4 bedoelde begeleidingscomité bepaalt de Minister elk jaar hoeveel gesubsidieerde contractuelen aan elke gewestelijke zending worden toegewezen. Daartoe gaat hij uit van het totale aantal gesubsidieerde contractuelen die de Regering aan de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling heeft toegewezen.

§ 2. Binnen dezelfde perken en onder dezelfde voorwaarden als in § 1, kan de Minister de erkende gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling een jaarlijkse toelage verlenen waarmee ze de administratiekosten gedeeltelijk kunnen dekken die voortvloeien uit de uitoefening van de in artikel 3 bedoelde functies. Op de voordracht van bovenbedoeld begeleidingscomité kan de Minister het bedrag van de toelage ieder begrotingsjaar aanpassen naar gelang de omvang van de activiteiten.

**Art. 6. § 1.** Na advies van het "CSEF" en het begeleidingscomité kan een gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling door de Minister erkend worden om op het territoriale gebied van een "CSEF" te handelen.

Hij kan de erkenning echter aan een bijkomende gewestelijke zending verlenen op het territoriale gebied van een "CSEF". In dit geval wordt de aanvraag om erkenning onderworpen aan het specifieke advies van het "CSEF" over het nut en de gegrondheid van de oprichting van een bijkomende gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling op zijn gebied.

§ 2. De erkenning van de Minister kan verleend worden aan de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling die de volgende voorwaarden vervullen :

1° het statuut van vereniging zonder winstoogmerk (v.z.w.) aannemen in de zin van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° een bepaald territoriaal gebied dekken binnen het gebied van een "CSEF";

3° het "CSEF", de FOREm en het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" van hun respectievelijke werkingssfeer onder hun leden tellen; openbare overheden, waaronder de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn, mogen ook lid zijn;

4° de binnen het "CSEF" vertegenwoordigde representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties van hun respectievelijke werkingsfeer onder hun leden tellen, en eventueel andere instellingen, ondernemingen of personen uit de privé-sector;

5° zich ertoe verbinden een duurzame activiteit aan de dag te leggen en vóór ieder kalenderjaar een actieprogramma over te leggen naar het op voorstel van het begeleidingscomité door de Minister goedgekeurde model; dit programma bevat de lopende projecten, de voor het komende jaar geplande projecten, het soort en het aantal gesloten tewerkstellingsovereenkomsten, de geplande partnerschappen, het uitvoeringsschema en de verdeling van de voorziene geldmiddelen; een exemplaar van dit programma wordt aan het "CSEF" gestuurd;

6° zich ertoe verbinden het begeleidingscomité jaarlijks een activiteitenverslag te verschaffen, hem om de zes maanden een financieel verslag voor te leggen en de balans en de jaarlijkse resultatenrekeningen van de v.z.w. te bezorgen; het activiteitenverslag wordt opgemaakt naar het op voorstel van het begeleidingscomité door de Minister goedgekeurde model; het vermeldt de door het personeel vervulde taken, alsook de uitgevoerde projecten en de resultaten inzake aanwervingen; een exemplaar van dit programma wordt aan het "CSEF" gestuurd;

7° zich ertoe verbinden na te gaan hoe de personen aan wie de gewestelijke zending haar diensten heeft verleend, beroepshalve evolueren;

8° zich ertoe verbinden een overeenkomst met de FOREm te sluiten waarin de bewoordingen van de samenwerking van deze dienst met de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en hun wederzijdse verplichtingen voorkomen. Deze overeenkomst moet op zijn minst het overleg officialiseren dat betrekking heeft op de organisatie van de informatie i.v.m. de projecten, op de aanwerving en de selectie van de stagiairs, de opleidings- en inschakelingsprogramma's, de opvolging van de stagiairs na de vorming, de betrekkingen met de ondernemingen, de bepaling van de algemene oriëntaties, de begeleiding van de projecten en het sociale en geldelijke statuut van de stagiairs.

In dit opzicht zorgt de FOREm ervoor dat de stagiairs tijdens de theoretische opleiding en de eerste maand van de bedrijfsstage en, aanvullenderwijs, tijdens een periode die niet langer loopt dan de drie volgende maanden, de voordelen genieten die bedoeld zijn in artikel 5 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

9° zich ertoe verbinden een overeenkomst met de werkgevers te sluiten waarin de verplichtingen van beide partijen vast staan; deze overeenkomst wordt opgemaakt naar het model dat de Minister heeft goedgekeurd op voorstel van het in artikel 4 bedoelde begeleidingscomité.

**Art. 7.** Op advies van het begeleidingscomité wordt de erkenning door de Minister geschorst, ingetrokken of in de tijd beperkt wanneer vast staat dat de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de in de artikelen 3 en 6, § 2, bedoelde voorwaarden niet vervult.

De intrekking van de erkenning heeft de terugbetaling van de in artikel 5 bedoelde toelage tot gevolg.

**Art. 8.** Artikel 2, eerste lid, 7°, e), van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, wordt vervangen als volgt: "als gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling, in die hoedanigheid door de Minister erkend, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998;".

**Art. 9.** Artikel 22, 4°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 november 1997, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 1994 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt opgeheven.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

**Art. 12.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 mei 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

**27 AVRIL 1998. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01 et 02 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998**

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 17 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998, notamment l'article 41;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 1998;